

The logo for 'Finances Solidaires' features the word 'Solidaires' in a large, bold, sans-serif font. Above it, the word 'finances' is written in a smaller, lowercase font. The entire logo is set against a dark, textured background.The logo for 'la cgt FINANCES' consists of the word 'la' in a cursive script above 'cgt' in a bold, sans-serif font. Below this, the word 'FINANCES' is written in a smaller, all-caps, sans-serif font. The logo is set against a dark, textured background.The logo for 'FO FEDERATION DES FINANCES' features the letters 'FO' in a large, bold, sans-serif font. Below it, the words 'la force syndicale' are written in a smaller, lowercase font. At the bottom, 'FEDERATION DES FINANCES' is written in a small, all-caps, sans-serif font. The logo is set against a dark, textured background.The logo for 'Cfdt des choix. des actes Finances' features the letters 'Cfdt' in a large, bold, sans-serif font. Below it, the words 'des choix. des actes' are written in a smaller, lowercase font. At the bottom, 'Finances' is written in a small, all-caps, sans-serif font. The logo is set against a dark, textured background.

MOTION

Des informations concordantes font état d'une évolution inquiétante des moyens humains et financiers accordés à l'action sociale par notre Administration Centrale .

Après le dégraissage continu des services de la DGFIP, il semblerait que l'Etat employeur ait la ferme intention de s'attaquer désormais à « rationaliser » l'action sociale dans notre Ministère.

Des projets de régionalisation sont à l'étude et les délégations départementales se verraient petit à petit vidées de leur substance par la perte d'un certain nombre de missions qu'elles assumaient jusqu'à maintenant avec l'entière satisfaction des agents (la gestion de l'attribution des différents prêts et la gestion de la restauration collective sont notamment visées).

Cet éloignement d'un contact humain au niveau local, s'il devait se concrétiser, nous apparaît totalement inadmissible, il concerne des décisions souvent lourdes de conséquences pour les agents de notre ministère, qui plus est dans le contexte de dégradation continue de notre pouvoir d'achat.

La traque aux emplois « récupérables » semble aussi lancée sur les emplois d'assistant(e)s des délégations départementales : les départements de moins de 1000 agents n'en seraient plus dotés et dans ceux de plus de 1000 agents, les assistants qui partiront, pour une raison quelconque, ne seraient pas remplacés.

La politique du logement semble elle aussi visée : à terme, seuls les agents de la région parisienne pourraient encore bénéficier de la réservation de logements sociaux.

Pour toutes ces raisons, les organisations syndicales , Finances Solidaires, CFDT Finances et FO Finances ne siégeront pas au CDAS du 15 mars 2011.

VESOUL , le 15 mars 2011